



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THUNDER FRANCE (EX LIDL)

Zone industrielle Lamourou
Chemin des Marguerites
33140 Cadaujac

Références : 2026-335
Code AIOT : 0005205512

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement THUNDER FRANCE (EX LIDL) implanté Zone industrielle Lamourou 351 Chemin des Marguerites 33140 Cadaujac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection portait sur la situation administrative de l'établissement au regard de la nomenclature des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THUNDER FRANCE (EX LIDL)

- Zone industrielle Lamourou 351 Chemin des Marguerites 33140 Cadaujac
- Code AIOT : 0005205512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Thunder (France) Propco II SNC, ci-après désignée Thunder France, exploitait dans la commune de Cadaujac, au 351 rue des Marguerites, ZI Lamarou, un entrepôt logistique soumis à enregistrement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, autorisé initialement par l'arrêté préfectoral n°15284 du 05 août 2002 établi au bénéfice de la société LIDL, qui a fait l'objet ultérieurement d'un changement d'exploitant et a bénéficié des droits acquis lors des modifications successives de la nomenclature des ICPE. Thunder France, dernier exploitant connu de l'administration au titre de la réglementation des ICPE, a remis le 27 juillet 2022 à la préfecture de la Gironde une déclaration de cessation d'activité ICPE qu'elle qualifiait de partielle, mettant à l'arrêt toutes les activités classées à l'exception de la rubrique 2925 (atelier de charge d'accumulateurs). L'exploitant suivant de l'établissement, la société Colissimo (groupe La Poste), ne s'est pas fait connaître de l'administration en tant qu'exploitant d'ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cas de la cessation d'activité

Thunder France a fourni des justifications quant à la mise en sécurité des installations arrêtées, ainsi qu'un diagnostic de pollution des sols. Toutefois, on note que, conformément à l'article 30 du décret n° 2021-1096 du 19 août 2021, les nouvelles dispositions des articles R512-46-25 et 27 relatifs à la mise à l'arrêt et à la remise en état des ICPE soumise en enregistrement sont entrées en vigueur le 1er juin 2022 : il est donc attendu du dernier exploitant de l'ICPE qu'il transmette à l'administration les attestations prévues par ces articles (mise en sécurité, mémoire de réhabilitation, et travaux). Au jour de l'inspection, ces attestations n'avaient pas été transmises : la cessation d'activité a donc été déclarée mais la procédure n'est pas achevée.

Par ailleurs, le diagnostic de pollution des sols fourni par Thunder France montre des travaux de dépollution de trois installations classées arrêtées ou équipements annexes (aire de lavage, séparateur à hydrocarbures, station de distribution de gazole), mais indique l'existence de deux zones de pollution concentrées laissées en l'état, à proximité d'équipements maintenus en fonction (cuve de fioul du groupe électrogène, aire de dépotage du local sprinkleur).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'établissement ne constitue plus une installation classée pour la protection de l'environnement. Il appartient donc au dernier exploitant des ICPE de l'établissement de mener la procédure de cessation à son terme, selon les dispositions prévues par les articles R.512-46-24 à R.512-46-27, en fournissant notamment les ATTES SECUR, MEMOIRE ET TRAVAUX.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE
Prescription contrôlée : Depuis la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement.
Constats : L'établissement, anciennement un entrepôt de matières combustibles enregistré sous la rubrique 1510, est aujourd'hui dédié à une activité de messagerie. L'inspection des ICPE s'appuie notamment sur le « Guide d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié » fourni par la DGPR afin de juger de la notion de « stockage » au sein des centres de messagerie et donc de leur éventuel classement sous la rubrique 1510. Les critères portent notamment sur la connaissance du destinataire dès l'entrée des colis dans l'établissement, et la quantité de matière présente dans l'établissement au regard du flux journalier (les matières sont considérées comme stockées au-delà de deux jours de flux journalier présent). L'inspection a permis de constater l'organisation de l'exploitation : les colis arrivent par camion sur les quais d'un côté du bâtiment, déjà étiquetés avec la mention de leur destinataire. Ils sont déchargés sur des bandes transporteuses où l'adresse est scannée et lue automatiquement, et acheminés par ces convoyeurs vers un quai de l'autre côté du bâtiment, où ils sont chargés dans des remorques en partance. L'exploitant indique que le temps moyen de séjour des colis dans l'entrepôt est de l'ordre de 7 minutes, et que l'ensemble des colis du jour est expédié la nuit suivante, ce qui est cohérent avec les observations lors de l'inspection. Les quantités de colis hors bandes transporteuses (expéditions locales, colis endommagés) sont faibles et sont également évacuées dans la journée. On peut donc conclure que l'établissement ne contient pas de quantité suffisante de stock pour être classé sous la rubrique 1510. Les autres rubriques de la nomenclature déclarées comme arrêtées sont soit absentes (station service, entrepôt frigorifique), soit nettement sous les seuils de la nomenclature (gaz à effet de serre, stockage de papier et carton, stockage de bois sec, stockage de déchets, ateliers de charge d'accumulateurs). Dans le cas particulier des ateliers de charge d'accumulateurs, on note que le site n'emploie maintenant, à la différence de la période d'exploitation précédente, que des batteries dont la charge ne dégage pas d'hydrogène. Par ailleurs, l'ancien local de charge utilisé par Thunder France n'existe plus, et a été reconverti en locaux techniques pour d'autres usages. L'exploitant actuel affirme n'avoir jamais atteint le seuil justifiant le classement sous la rubrique 2925 : les observations effectuées lors de l'inspection tendent à confirmer cette affirmation. En conclusion, l'établissement n'est aujourd'hui pas une installation classée pour la protection de l'environnement, et rien n'indique qu'il l'ait été après la déclaration de cessation d'activité du 27 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite